

Bilan annuel

octobre 2023-octobre 2024

Missions de l'ERER

Arrêté 4 janvier 2012 :

Art 1. *« Les espaces de réflexion éthique ont vocation* ***à susciter et à coordonner les initiatives en matière d'éthique*** *dans les domaines des sciences de la vie et de la santé.*

Ils assurent des missions de ***formation, de documentation et d'information, de rencontres et d'échanges interdisciplinaires****. Ils constituent un* ***observatoire des pratiques éthiques*** *inhérentes aux domaines des sciences de la vie et de la santé, de* ***promotion du débat public*** *et de partage des connaissances dans ces domaines ».*

Loi Bioéthique 2 Aout 2021 Art 38.

LE CCNE anime, chaque année, des débats publics sur un ou plusieurs des problèmes éthiques et des questions de société mentionnés à l'article L. 1412-1, ***en lien avec les espaces de réflexion éthique*** mentionnés à l'article L. 1412-6.

UN RÉSEAU COLLABORATIF AU CŒUR DE LA DÉMOCRATIE SANITAIRE.

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction Générale de l'Offre de Soins

CNERER
Conférence Nationale des Espaces de Réflexion Éthique Régionaux

COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL D'ÉTHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTÉ

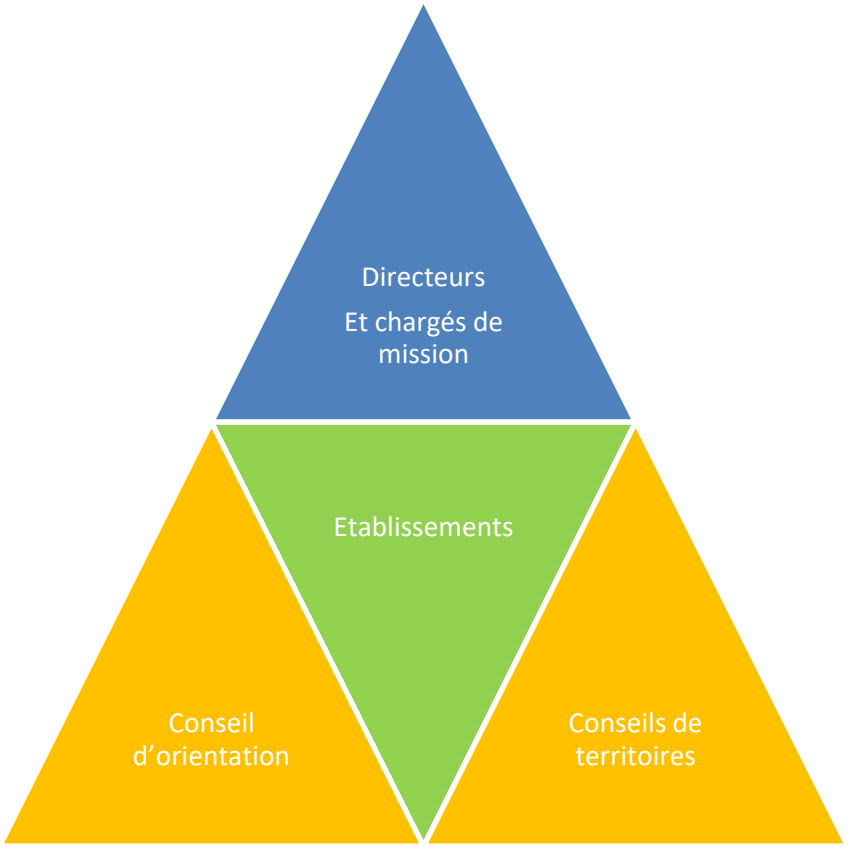
ESPACE DE RÉFLEXION ÉTHIQUE HAUTS-DE-FRANCE

CHU AMIENS PICARDIE — CHU LILLE — Université de Picardie Jules Verne — Université de Lille

Professionnels
- Comités d'éthique locaux
- Etablissements sanitaires
- Etablissement médicaux sociaux
- Associations
- Chercheurs, étudiants
- Enseignement
- Formation continue

Grand public
- Débats publics nationaux
- Colloques
- Débats publics locaux notamment autour d'une œuvre Scèn'éthique

Bilan structurel



Equipe en 2023-2024

Directeur et Directeur adjoint (mandat de 3 ans)

- Dr. R. Cremer, Directeur, Lille **50% ETP**

- Pr Michel Slama, Directeur adjoint, Amiens **20% ETP**

Site Lille :

- **Mme M. Vandembergue, secrétaire,** **40% ETP**

tél : 33 (0)3.20.44.45.02 - magalie.vandembergue@chru-lille.fr

- **Mme AC. Clause, recrutement en 2 avril 2024**

Médecin de santé publique, chargée de mission ac.clause@chu-lille.fr **50% ETP**

Site Amiens :

- **Mme N. Ducarme, Cadre de santé Chargée de mission** **100% ETP**

tél: 33(0)3 22 66 79 20 - Ducarme.Nathalie@chu-amiens.fr

Président et vice président élus du Conseil d'orientation (renouvellement en février 2024)

- Dr. D. Montpellier (Amiens) et Pr. L. de Carbonnières (Lille)

Site de l'ERER Hauts-de-France : https://www.ethique-hdf.fr/

Facebook, Twitter, LinkedIn

Conseils d'Orientation et de Territoires (2024)

M. Grégory AIGUIER, PhD en sciences médicales, Enseignant-chercheur,
(Centre d'Éthique Médicale, Ethics, Institut Catholique de Lille)

M. Patrick BANNEUX, directeur des Restos du cœur des Hauts-de-France

Mme Alessandra BLAIZOT, docteure en chirurgie dentaire, MCU, PH en Odontologie (CHU de Lille-Université de Lille)

Pr Louis de CARBONNIÈRES, professeur d'histoire du Droit (université de Lille)

Pr Michel CASTRA, professeur de sociologie (université de Lille)

Mme Aurélie CASSARIN-GRAND, directrice des activités au CREAI Hauts-de-France

Dr Luc CHEVALIER, médecin en soins palliatifs (CHU de Lille)

Dr Véronique DANEL, médecin neurologue Centre SLA-MNM (CHU de Lille)

M. Rémi DESPREZ, responsable de l'Offre de Service, direction régionale Hauts-de-France, APF France Handicap

M. Christophe DOURNEL, directeur de l'EHPAD Intercommunal de Flandre Intérieure, Administrateur du GCMS public Grand Lille

Dr Anne Françoise GERME, pharmacien (CHU de Lille)

M. Emmanuel HERMANN, maître de conférences Immunologie (Université de Lille, Institute for Translational Research in Inflammation INFINITE-Inserm U1286)

M. Pierre-Marie LEBRUN, président de France Assos Hauts-de-France

Mme Bérengère LEGROS, maître de conférence HDR droit privé et sciences criminelles (Université de Lille)

M. Marc NICOL- BRONDIN, cadre de santé formateur (Croix-Rouge IFSI Tourcoing)

Mme Christine NIEUWJAER, VP du Centre National Ressources Déontologie et Éthique pour les pratiques sociales, membre de la Commission Éthique du Haut Conseil du Travail Social

Mme Marie-Suzanne PERROT, Présidente régionale de l'Association Nationale des Cardiaques Congénitaux, membre de la CDU du CHU de Lille

M. Philippe SANCHEZ, gérant agence Socrates nord de France

Dr Pierre VALETTE, médecin urgentiste (CH d'Arras)

M. Stéphane ZYGART, enseignant en philosophie (Université de Lille, Science-Po Lille)

Monsieur Olivier BALIN, directeur Adjoint ADMR Somme

Dr Thierry BIERLA, gériatre (Fondation Hopale à Berck/mer)

Pr Rosalie CABRY-GOUBET, PU-PH Chef de service CECOS de Picardie, (CHU d'Amiens)

Mme Emmanuelle CARDOSO, Directrice de l'école de sages-femmes (CHU d'Amiens)

Mme Marie-Odile CASTELAIN, bénévole association JALMALV

M. Bruno COEVOET, médecin retraité

M. Laurent DEREN, retraité de l'APF France Handicap, ancien directeur d'établissement et cadre de l'association, membre du groupe d'animation de la réflexion éthique APF France Handicap Hauts-de-France

Mme Catherine DRAPERI, MCU en philosophie (UPJV)

Pr Georges FAURE, professeur de droit (Université de Picardie Jules Verne)

Mme Nathalie FRIGUL, Maître de Conférences Sociologie, UFR SHSP (UPJV)

Mme Isabelle FOJCIK, psychologue (Centre Hospitalier Gérontologique La Fère)

Mme Anne-Marie GUERIN, PH contractuel à temps partiel CH Beauvais

Mme Cécile MANAOUIL, PU-PH Service de Médecine légale et sociale (CHU Amiens)

Dr Dominique MONTPELLIER, anesthésiste-réanimateur (CHU d'Amiens)

Mme Céline RAMET, cadre de santé (HADOS Montdidier)

Mme Sarah RODRIGUEZ, (EPISSOS, Poix-en Picardie)

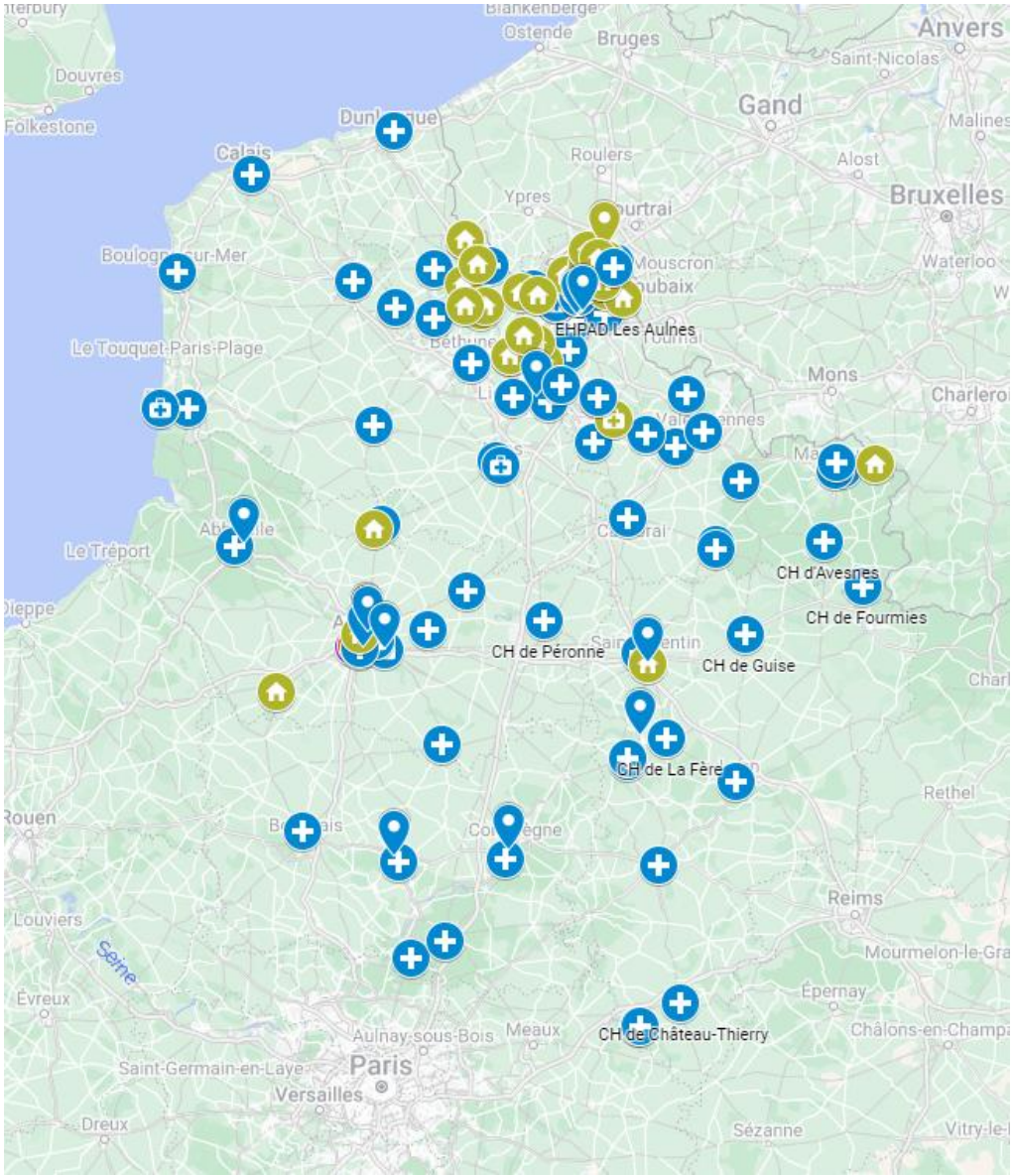
M. Yann SERREAU, retraité de l'enseignement supérieur – groupe CESI

Mme Marie-Lucie TIERS, psychologue (Groupe Hopale Berck)

M. Bruno TOURNAIRE, médecin chef de service de psychiatrie infantile, président de la CME (CHI Clermont Oise)

Mme Christine TREPTE, représentante au CSDU (association des paralysés de France)

+ 11 adhésions en 2024



Rapport financier 2023

Lille

	2023
MIG ERER	185 520,00
Total Recettes	185 520,00
Dépenses de personnel médical	93 841,79
Dépenses de personnel non médical	19 962,37
Total dépenses de personnel	113 804,16
H618 - DIVERS SERVIVES EXTERIEURS	2 018,27
H6256 - MISSIONS	723,02
H6288 - AUTRES PRESTATIONS DIVERSES REALISEES A L'EXTERIEUR	2 177,04
H637 - AUTRES IMPOTS ET TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	89,35
H658 - CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	1 083,53
Total dépenses à caractère hôtelier et général	6 091,21
Total Dépenses directes	119 895,37
Frais de Logistique et Structure (10,06%)	13 410,58
Total Dépenses indirectes	13 410,58
Total dépenses	133 305,95
Résultat	52 214,05

Libellé Grade	Agent	
PH TP	DR ROBIN CREMER	0,50
ADJOINT DES CADRES	VANDEMBERGUE MAGALIE	0,40
Total général		0,90

Amiens

	2023
MIG ERER	185 520,00
Total Recettes	185 520,00
Dépenses de personnel médical	49 009,93
Dépenses de personnel non médical	89 595,24
Total dépenses de personnel	138 605,17
H6184 - COTISATION	1 500,00
H62511 - DEPLACEMENT PERS NON MED	276,46
H62887 - PRESTATIONS DIVERSES (DROITS DE PROJECTION DE FILM PUBLIQUE - Les films du Losange)	315,68
H9426633 - LINGE ET HABILLEMENT	2,17
Total dépenses à caractère hôtelier et général	2 094,31
Total Dépenses directes	140 699,48
Frais de Logistique et Structure (20%)	28 139,90
Total Dépenses indirectes	28 139,90
Total dépenses	168 839,38
Résultat	16 680,62

Libellé Grade	Agent	
Professeur Université/Prat. Hosp.	SLAMA Michel	0,25
Cadre santé	DUCARME Nathalie	1,00
Total général		1,25

DÉBAT PUBLIC NATIONAL

Projet de loi sur la fin de vie

elysee.fr

183 citoyens

Convention Citoyenne Cese sur la fin de vie



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA PRÉVENTION

Liberté Égalité Fraternité

CONSEIL DES MINISTRES

Commission parlementaire

14 réunions

Septembre 2022 — Mars 2023 — Septembre 2023 — Avril 2024 — Juin 2024





245 débats - 40 000 participants

Texte 0

Texte du gouvernement

Texte mis au vote

Débat national sur la fin de vie

Où en est-on ? Une poursuite des débats…

PAUCHET SANTÉ

L'avant-garde de la santé

GROUPE DE REFLEXION ETHIQUE

Le 15 février 2024 - La fin de vie et son projet de loi

Animateurs : Professeur SLAMA et Mme DUCARME, Comité éthique Régional Haut de France

Présents sur place Salle de conférence Clinique Victor PAUCHET :
Clinique Victor PAUCHET : VF Psychologue, Dr JBL Gériatre et référent soins palliatifs, Dr JM Pneumologue, MR Chargée de communication, IG IDE d'accompagnement, VB Cadre de soins coordination soins palliatifs et VDO Cadre de santé, IF et CC Service Qualité, GG Directeur Juridique, CL DRH, SL Directrice, SdB Président,
SAS Cardiologie et Urgences : LM IDE urgences, CD adjointe de Direction
Extérieurs : Jean Pierre Représentant des usagers CVP CRF HADOS, Laeticia, Agnès et Marc Association JALMALV, Aurélie Professeur d'un lycée amiénois

Présent en visioconférence des établissements du Groupe
HADOS : SO SC et VH IDE, VL AS
SMR Henriville : Directeur et 5 soignants
Clinique Sainte Isabelle : BP Directrice, AT Directrice des soins, SS Responsable qualité
Clinique des Hêtres : ND Directrice
Clinique des 7 vallées : NV Adjointe de Direction et Mr F représentant des usagers
CRF des 3 Vallées : Directeur





L'Espace de Réflexion Éthique des Hauts-de-France
vous invite à une soirée débat sur

Éthique et fin de vie

Les soignants face à l'aide à mourir



Au centre culturel Le Rex
21, place Clémenceau, 80100 ABBEVILLE

Le 12 juin 2024 à 20h

Programme

Diffusion du documentaire **«Le mot de la fin»** réalisé par Aurélie DEMESSE, Charlotte MARÉCHAL, Caroline VANPÉE et Antoine HICK

Animé par :
Dr Chistophe BAZIN, Président du Comité d'éthique du Centre hospitalier d'Abbeville
Dr Nicolas ROBIN, Président du Comité d'éthique du Centre hospitalier de l'Arrondissement de Montreuil-sur-Mer

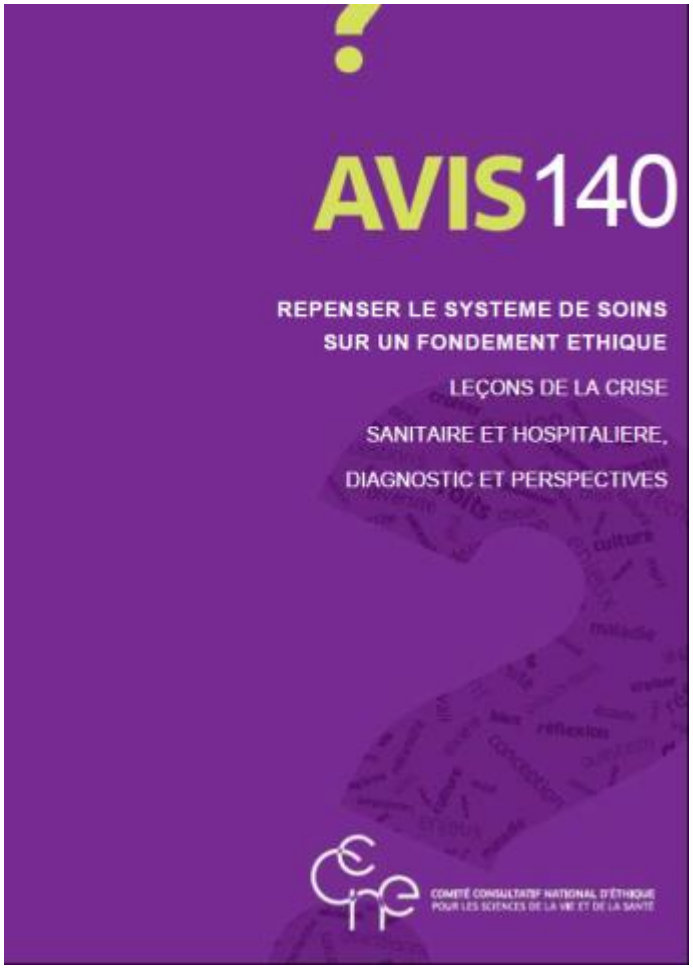
En présence de professionnels du Centre hospitalier d'Abbeville

Entrée gratuite
Réservation obligatoire :

Veille législative

	Lois Leonetti et Claeys Leonetti	Projet du gouvernement en 2024	Projet mis au vote en juin
Sujet	Patient inconscient	Patient capable d'exprimer sa volonté	Patient capable d'exprimer sa volonté
Etat	Etat avancé ou terminal d'une affection grave et incurable	Pronostic engagé à court terme (espérance de vie)	Etat avancé ou terminal d'une affection grave et incurable
Mobile	Obstination déraisonnable	**Souffrance physique ou psychologique** réfractaire ou insupportable liée à cette affection	**Souffrance physique [ou] psychologique** réfractaire ou insupportable liée à cette affection
Acte	AT +/- SPCMD	Préparation magistrale	Préparation magistrale
C. conscience	NON	OUI	OUI
Injonction	Obligation de moyen	Obligation de résultat	Obligation de résultat
Codification	CSP et CDM	Loi « volante ».	CSP
Statut	Droit-créance	Possibilité d'AMM	Droit-créance à l'AMM

Axe choisi en CO en 2023



Avis 140 « Repenser le système de soins sur un fondement éthique.

- **Peu mobilisateur**
- **Constat comparable au sein de la CNERER**

ACTIONS GRAND PUBLIC

Scen'éthique Lille

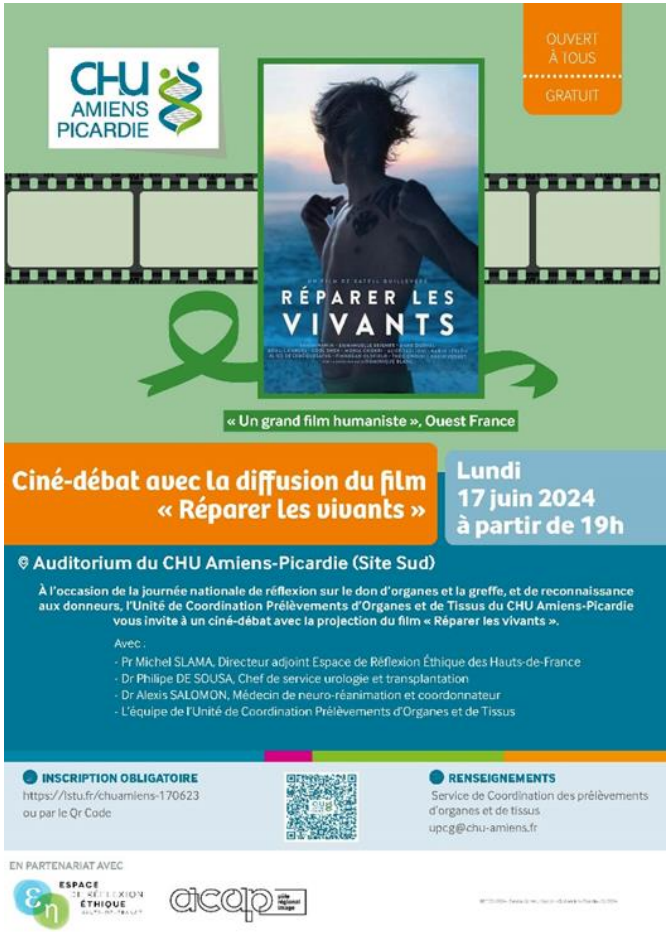






Ciné-débat Amiens en partenariat avec l'acap





Soutien à la réflexion éthique des professionnels



Sollicitations

- Aides à la mise en place et soutien des Instances éthiques locales
- Travail en lien avec instances régionales associatives de patients (France Asso – CDSU…), et organisation professionnelles (FHF, FEHAP, etc..)
- CRSA
- Participation (directe ou indirecte) aux formations des lycéens, étudiants (socle, Master, Thèse) en support des enseignants
- Professionnels Soignants – Privé, public, domicile, de l'auxiliaire de vie au PUPH…

Certification des établissements

Positionnement de l'ERER :

- Facilitateur, structure d'aide et d'accompagnement

- Sollicité par le Réseau Santé Qualité Risques Hauts-de-France, webinaire « éthique et certification » à destination des établissements de santé **12 octobre 2023**

Journées d'étude 28 mai, 3 juin, 26 septembre

Ethique dans les établissements sociaux et médico-sociaux

Deux journées d'étude



Journée du 28 mai



Journée du 3 juin



Merci de limiter les inscriptions à deux professionnels par institution pour l'ensemble des deux journées.

300 personnes touchées

Etudes de cas en distanciel

4 sur l'année 2024

Le soignant face aux désaccords des parents sur la prise en charge de leur enfant

Intervenants :

- Dr Catherine Devoldere, Chef de service unité mobile inter-centre d'activité pédiatrique (UMICAP)
- Pr Cécile Manaouil, PU-PH CEPRISCA UPJV, chef de service de médecine légale et sociale du CHU Amiens -Picardie

Modérateur:

- Pr Michel Slama, service Médecine Intensive Réanimation du CHU Amiens-Picardie , directeur adjoint de l'espace de réflexion éthique des Hauts-de-France

Programme :

- Présentation d'un cas clinique
- Modalités d'organisation de la réflexion éthique autour de cette situation
- Réponse aux questions, commentaires



Formation académique



Formations initiales et continues

Lille et UPJV

- **IFSI : 42 h ERER (Lille, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve d'Ascq, Amiens)**
- **Formation IADE Lille : 3h**
- **ISTR : 79,50 h (orthophonistes, orthoptistes, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, ostéopathes = préparation des cours, dispensation des cours, évaluations et corrections)**
- **SSH : 4h**

UPJV

- **Autres formations : sages-femmes, puéricultrices, institut de formation des ambulanciers, étudiants Université UPJV, IFAS Montdidier**
- **Formation continue professionnelle paramédical et médicale : 7h = 1 journée de formation continue aux professionnels du CHU Amiens Picardie intitulée « Initiation à la réflexion éthique »**

Lycée Grandvilliers Oise atelier de réflexion 3h

Masters II - Doctorants

- **Université Picardie Jules Verne UPJV**
  - MII Droit de la santé: cours Master Droit de la santé Séminaire de bioéthique (responsable Nathalie Ducarme avec la participation des professionnels du CHU Amiens Picardie)
  - MII IPA
- **Université de Lille**
  - Master 2 Coordination des trajectoires de santé Université de Lille (enseignements)
  - Journée doctorale éthique et recherche

Masters II - Doctorants

Une fois par an

Conférence de consensus publique d'étudiants citoyens

Lille



D.U. Éthique et santé
UPJV Amiens

PRÉSENTATION GÉNÉRALE :

Objectifs généraux du diplôme :

Apporter les bases philosophiques nécessaires à appréhender une question de manière éthique et discerner les dilemmes éthiques ;
Apprendre à argumenter tout en accueillant la diversité des convictions et des expériences de chacun : partage des éthiques de conviction dans le respect mutuel, travail de la dialectique et de l'éthique de communication
Pouvoir en fin de parcours, proposer une démarche en éthique clinique ;
Produire un travail personnel à partir de lectures : bibliothèques proposées au cours de la formation

Validation du diplôme universitaire :

Présence obligatoire à tous les modules et travail de réflexion à partir d'un film
Travail de réflexion à partir du visionnage d'un film, personnel et en groupe
Présentation d'un travail de synthèse d'un article de droit personnel et en groupe
Présentation d'un travail de synthèse d'un texte philosophique personnel et en groupe

Modalités d'inscription :

Contacter l'Espace de Réflexion Éthique (cf. coordonnées ci-dessous) pour tout le D.U au titre de la formation permanente ou à titre individuel ou pour des journées spécifiques selon les places disponibles

Contact :
Pour la formation à titre individuel et à titre étudiant :
Espace de Réflexion Éthique Régional des Hauts-de-France
Portage Universitaire : **Pr Michel SLAMA**
Coordinateur: **Dr Nicolas ROBIN**
Chargée de mission : Mme Nathalie DUCARME - CHU Nord – 80054 Amiens Cedex 1-
contact.erer@chu-amiens.fr
03 .22.66.79.20 – 06.71.42.92.02 (de préférence)
Pour la formation continue : Service Formation Continue Universitaire (SFCU)
sfcu@u-picardie.fr Université de Picardie Jules Verne
Chemin du Thil - Bât E107 - 80025 Amiens
Tél 03 22 82 58 81

DIPLÔME UNIVERSITÉ ETHIQUE ET SANTÉ

Espace de Réflexion Éthique Régional
Des Hauts-de-France

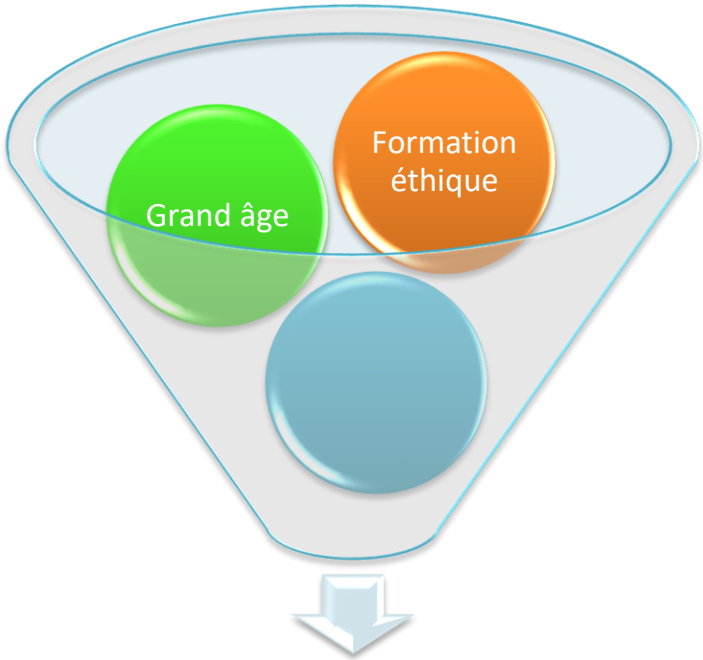
Université de Picardie Jules Verne

Futur DIU Éthique



- 100 heures de formation
- Envisager pour la rentrée universitaire 2025
- Tronc commun avec une base de connaissances
- Puis modules spécialisés
- Présentiel-distanciel

Recherches



Droit, Déontologie, éthique

Recherche UPJV

- **État des lieux et historicisation de la législation sur la fin de vie au sein des pays de l'UE, par Mme Rose Fortune MBOUMA, Master I Droit de la santé UPJV Juin 2024**

- **Enquête sur le ressenti des professionnels de santé face à la procédure Maastricht III (avec supervision DRCI chu Amiens)**

  Mathilde Pollet, Master II Droit de la santé UPJV Septembre 2023

Recherche Lille

Grand âge

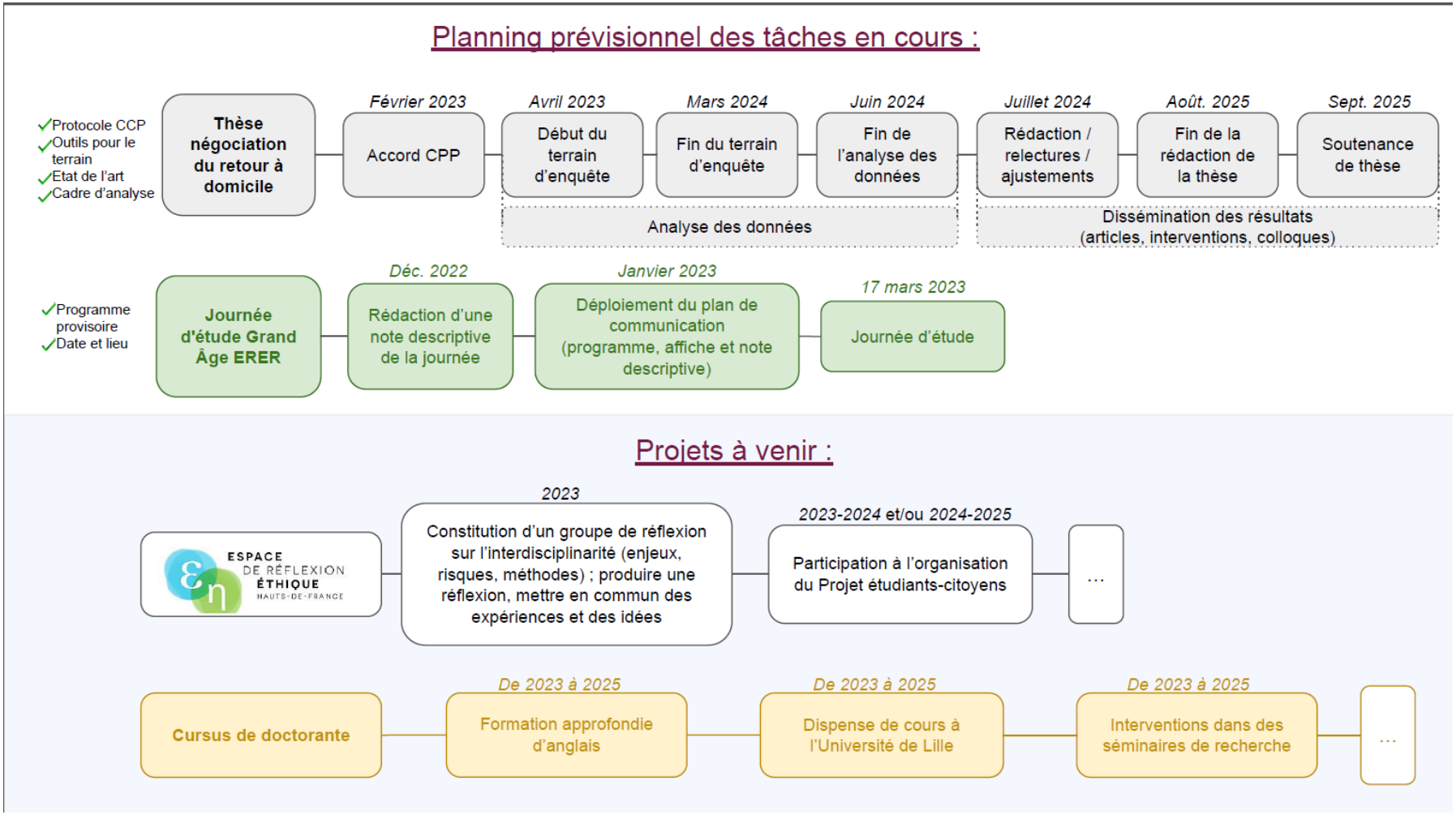
Les facteurs de transitions pour les personnes âgées, par Mme Esther SANSONE, MII Sociologie puis début Thèse Lille (Pr Caradec) (Projet ARS FIR pour 3 ans 2020-2023)

Déontologie

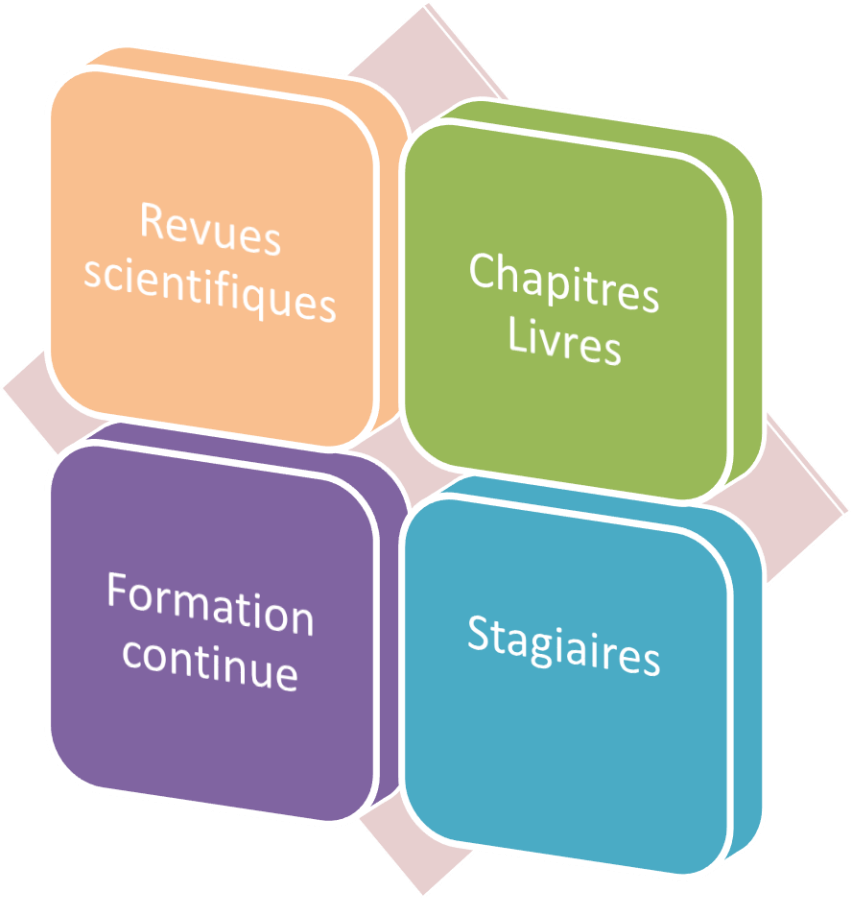
Célestine DUVEY – Master 2 Droit de la responsabilité médicale LILLE

- **Analyse juridique, déontologique, éthique de la notion de clause de conscience des professionnels de santé**
- **Publication dans la revue RGDM**

Esther Sansonne doctorante



Publications



Publications 2023

Réflexions sur la participation des espaces éthiques régionaux aux débats publics nationaux

Robin Cremer, MD, PhD. Espace de réflexion éthique régional des Hauts-de-France, CHU de Lille, France.

Article paru dans la Revue Générale de Droit Médical, n°86, mars 2023, pp. 71-78

Les espaces de réflexion éthique régionaux

Créés par arrêté [17] du ministère de la santé, les espaces de réflexion éthique régionaux (ERER) sont des entités sans personnalité morale constituées autour des centres hospitaliers universitaires (CHU) par la réunion d'établissements universitaires, sanitaires et sociaux adhérant à une convention de collaboration. Ils ont pour mission de susciter et de coordonner les initiatives en matière d'éthique dans les domaines des sciences de la vie et de la santé. Ils assurent des missions de formation, de documentation et d'information, de rencontres et d'échanges interdisciplinaires. Ils constituent un observatoire des pratiques éthiques inhérentes aux domaines des sciences de la vie et de la santé, de promotion du débat public et de partage des connaissances dans ces domaines.

Dans la majorité des cas, les ERER se sont constitués à partir des comités d'éthique qui préexistaient dans les CHU en vertu de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, laquelle avait imposé leur création dans tous les établissements sanitaires avec la mission de mener en leur sein « une réflexion sur les questions éthiques posées par l'accueil et la prise en charge médicale » (art. 5). Sans se substituer à ces comités qui ont gardé leur mission de réflexion interne, les ERER ont naturellement interprété les missions de coordination, de formation et d'échange d'abord et avant tout comme une mission fédération et de mise en réseau des comités préexistant. En revanche, les missions de promotion du débat public et de partage des connaissances à destination du grand public représentaient une dimension vraiment nouvelle dont l'interprétation a donné lieu à de nombreux débats en leur sein et entre les ERER. Pour le dire rapidement, une des questions principales était de déterminer si le rôle des ERER dans le débat public se situait en amont de l'opinion publique, dans une démarche d'analyse et de vulgarisation des questions éthiques ou en aval, dans une démarche de synthèse de l'opinion sur ces sujets.

Depuis 2021, les quinze ERER se sont organisés en réseau, sous la forme d'une association loi 1901 « Conférence nationale des espaces de réflexion éthique régionaux » (CNERER) qui est devenue de fait l'interlocuteur des ERER auprès des pouvoirs publics et de l'Etat.

Participation des ERER aux états généraux de la bioéthique de 2018

En matière de bioéthique la France a opté pour des lois précises, détaillant les techniques autorisées ou interdites, plutôt que pour une loi-cadre indiquant les principes à respecter et les écueils à éviter qui aurait laissé plus de champs aux bonnes pratiques et plus de souplesse face à l'évolution des connaissances. Ce choix entraîne la nécessité de révisions régulières, c'est pourquoi elles contiennent une clause de révision. Depuis 2011, cette révision doit obligatoirement être précédée d'un « débat public sous forme d'états généraux » (Art. L-1412-1-1 du Code de la santé publique) [9]. Cet article précise qu'ils « *sont organisés à l'initiative du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, après consultation des commissions parlementaires permanentes compétentes et de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques* ». Il précise également qu'il a l'obligation d'organiser des états généraux tous les cinq ans qu'il y ait ou

Histoires en Pédiatrie

Perfectionnement en Pédiatrie 2023;6:160–165

Présence familiale lors des réanimations cardiopulmonaires chez l'enfant : construction d'un changement de pratiques depuis l'année 2000

Family presence during cardiopulmonary resuscitation in children: Evolution of guidelines and research

Rafaël Moisan [a]
Robin Cremer [a,b]

[a] *Espace de réflexion ethique régional des Hauts-de-France, CHU de Lille, 59037 Lille cedex, France*
[b] *Service de réanimation pédiatrique, hôpital Jeanne de Flandre, CHU de Lille, 59037 Lille cedex, France*

RÉSUMÉ

Cet article décrit l'évolution des recommandations et de la recherche concernant la présence familiale lors des réanimations cardiorespiratoires chez l'enfant. Les premières prises de positions proviennent du corps infirmier, qui ont été ensuite incluses dans les recommandations internationales en 2000, permettant ainsi leur diffusion dans les sociétés savantes médicales. Les premiers travaux témoignaient d'une volonté grandissante des proches pour cette pratique. Malgré les réticences de certains soignants, de nombreuses études suggèrent l'absence d'effet négatif et l'existence d'effets bénéfiques sur le deuil. Les équipes ayant participé à des protocoles locaux étaient globalement satisfaites et les ont adoptés par la suite. En 2014, malgré l'utilisation d'enseignements simulés, la pratique peinait à s'intégrer dans les équipes d'urgences pédiatriques françaises.

© 2023 Société Française de Pédiatrie (SFP). Publié par Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

KEYWORDS

Cardiopulmonary resuscitation
Guidelines
Family presence
Pediatric emergencies

MOTS CLÉS

Réanimations cardiorespiratoires
Recommandations
Urgences pédiatriques
Présence familiale

SUMMARY

This article describes the evolution of guidelines and research concerning family presence during cardiopulmonary resuscitation in children. The first standpoints came from nurses' statements and were included in the international recommendations of 2000, after which they were adopted by others associations. Initial research indicated a growing wish among relatives for this practice. Despite the reluctance of some caregivers, studies showed there were no negative effects associated with this practice and suggested there were beneficial effects on bereavement. Stakeholders involved in local protocols were generally satisfied and adopted the guidelines thereafter. In 2014, simulation teaching was not sufficient to change the practice of French emergency department physicians.

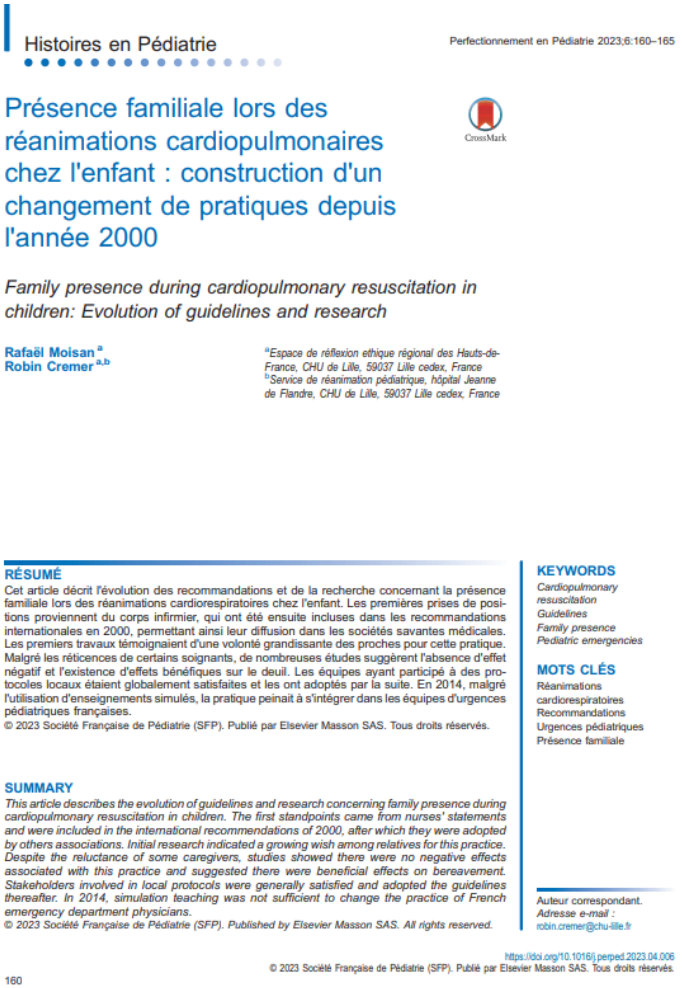
© 2023 Société Française de Pédiatrie (SFP). Published by Elsevier Masson SAS. All rights reserved.

Auteur correspondant.
Adresse e-mail : robin.cremer@chu-lille.fr

https://doi.org/10.1016/j.perped.2023.04.006

© 2023 Société Française de Pédiatrie (SFP). Publié par Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

Articles écrits par des stagiaires



Histoires en Pédiatrie

Perfectionnement en Pédiatrie 2023;6:160–165

Présence familiale lors des réanimations cardiopulmonaires chez l'enfant : construction d'un changement de pratiques depuis l'année 2000

Family presence during cardiopulmonary resuscitation in children: Evolution of guidelines and research

Rafaël Moisan [a]
Robin Cremer [a,b]

[a] *Espace de réflexion ethique régional des Hauts-de-France, CHU de Lille, 59037 Lille cedex, France*
[b] *Service de réanimation pédiatrique, hôpital Jeanne de Flandre, CHU de Lille, 59037 Lille cedex, France*

RÉSUMÉ

Cet article décrit l'évolution des recommandations et de la recherche concernant la présence familiale lors des réanimations cardiorespiratoires chez l'enfant. Les premières prises de positions proviennent du corps infirmier, qui ont été ensuite incluses dans les recommandations internationales en 2000, permettant ainsi leur diffusion dans les sociétés savantes médicales. Les premiers travaux témoignaient d'une volonté grandissante des proches pour cette pratique. Malgré les réticences de certains soignants, de nombreuses études suggèrent l'absence d'effet négatif et l'existence d'effets bénéfiques sur le deuil. Les équipes ayant participé à des protocoles locaux étaient globalement satisfaites et les ont adoptés par la suite. En 2014, malgré l'utilisation d'enseignements simulés, la pratique peinait à s'intégrer dans les équipes d'urgences pédiatriques françaises.

© 2023 Société Française de Pédiatrie (SFP). Publié par Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

KEYWORDS
Cardiopulmonary resuscitation
Guidelines
Family presence
Pediatric emergencies

MOTS CLÉS
Réanimations cardiorespiratoires
Recommandations
Urgences pédiatriques
Présence familiale

SUMMARY

This article describes the evolution of guidelines and research concerning family presence during cardiopulmonary resuscitation in children. The first standpoints came from nurses' statements and were included in the international recommendations of 2000, after which they were adopted by others associations. Initial research indicated a growing wish among relatives for this practice. Despite the reluctance of some caregivers, studies showed there were no negative effects associated with this practice and suggested there were beneficial effects on bereavement. Stakeholders involved in local protocols were generally satisfied and adopted the guidelines thereafter. In 2014, simulation teaching was not sufficient to change the practice of French emergency department physicians.

© 2023 Société Française de Pédiatrie (SFP). Published by Elsevier Masson SAS. All rights reserved.

Auteur correspondant.
Adresse e-mail : robin.cremer@chu-lille.fr

https://doi.org/10.1016/j.perped.2023.04.006

© 2023 Société Française de Pédiatrie (SFP). Publié par Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

La clause de conscience du médecin : privilège indu ou nécessité incontournable ?

Célestine DUVEY
Master droit de la santé et de la responsabilité médicale
Espace de réflexion éthique régional des Hauts-de-France
CHU de Lille, université catholique de Lille

Lina WILLIATTE-PELLITTERI
Docteur en droit, HDR
Université Catholique de Lille

Robin CREMER
Docteur en médecine, docteur en éthique médicale
Espace de réflexion éthique régional des Hauts-de-France
CHU de Lille, université de Lille

© LEH Edition

Résumé

La clause de conscience médicale est un privilège déontologique que la tradition fait remonter à Hippocrate et qui a trouvé sa consécration réglementaire en 1947 lors de son inscription dans le Code de déontologie médicale. Depuis plusieurs années, elle est remise en cause par certains qui considèrent qu'elle est un frein à l'accès aux droits des patients, notamment pour l'accès à l'interruption volontaire de grossesse. Elle est actuellement discutée dans le cadre du débat sur la fin de vie. Cet article a pour objet de fournir une mise au point sur la clause de conscience et d'examiner ses fondements et ses limites.

Mots-clés

Clause de conscience – Déontologie médicale – Droits des patients

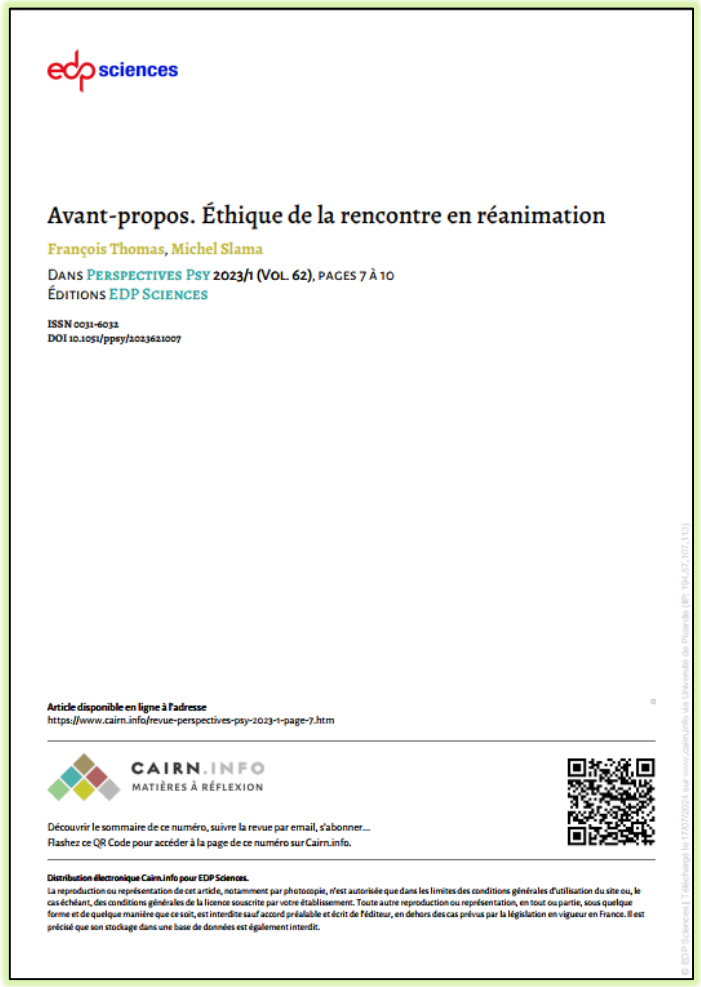
Abstract

The medical conscience clause is a deontological privilege that traditionally dates back to Hippocrates, and was enshrined in regulations in 1947 when it was included in the Code of Medical Deontology. For several years, it has been questioned by some who consider that it hinders patients' access to their rights, in particular access to voluntary termination of pregnancy. It is currently being discussed as part of the end of life debate. The purpose of this article is to provide an update on the conscience clause and to examine its foundations and limitations.

Keywords

Medical conscientious objection – Medical ethics – Patients' rights

Publications



edp sciences

Avant-propos. Éthique de la rencontre en réanimation

François Thomas, Michel Slama

Dans Perspectives Psy 2023/1 (Vol. 62), pages 7 à 10
Éditions EDP Sciences

ISSN 0031-6032
DOI 10.1051/ppsy/2023621007

Article disponible en ligne à l'adresse
https://www.cairn.info/revue-perspectives-psy-2023-1-page-7.htm

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour EDP Sciences.
La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



edp sciences

L'intégration de la subjectivité dans la prise en soin en réanimation

François Thomas, Michel Slama

Dans Perspectives Psy 2020/4 (Vol. 59), pages 323 à 325
Éditions EDP Sciences

ISSN 0031-6032
DOI 10.1051/ppsy/202059323

Article disponible en ligne à l'adresse
https://www.cairn.info/revue-perspectives-psy-2020-4-page-323.htm

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour EDP Sciences.
La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UN RÉSEAU COLLABORATIF AU CŒUR DE LA DÉMOCRATIE SANITAIRE.

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Direction Générale de l'Offre de Soins

CNERER
Conférence Nationale des Espaces de Réflexion Éthique Régionaux

COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL D'ÉTHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTÉ

ESPACE DE RÉFLEXION ÉTHIQUE HAUTS-DE-FRANCE

CHU AMIENS PICARDIE — CHU LILLE — Université de Picardie Jules Verne — Université de Lille

Professionnels
- Comités d'éthique locaux
- Etablissements sanitaires
- Etablissement médicaux sociaux
- Associations
- Chercheurs, étudiants
- Enseignement
- Formation continue

Grand public
- Débats publics nationaux
- Colloques
- Débats publics locaux notamment autour d'une œuvre Scèn'éthique

CNERER

Conférence nationale des ERER

- **Association loi 1901 (1er juillet 2020)**
  - **Siège social : CHU**
  - **Financement : MIG DGOS 20000 euros**
- **Liens avec institutions nationales**
  - **DGOS – DGS – Ministère de la santé**
  - **CCNE**
  - **Réseau collaboratif : RESANA**

- **Conseil d'Administration**
  - **1 référent de chaque ERER**
  - **Ce jour : R. Cremer sur poste Directeur**
- **Assemblée générale**
  - **7 personnes de chaque ERER pour l'AG**
  - **Site internet (méta site)**
- **Un bureau opérationnel de trois personnes**
  - **Cyril Hazif-Thomas (Bretagne), Maryse Fiorenza-Gasq (Nouvelle Aquitaine), Mylène Gouriot (EREN)**

CNERER 6 AU 8 novembre 2024 LYON



Perspectives

- Mise en place d'un DIU Éthique Lille - Amiens (perspective 2024)
- Éducation nationale Projet d'intervention au sein de l'option ...enjeu du monde contemporain
- Élargissement de l'EEHU à tout le GHT Lille Métropole Flandre Intérieure
- Création d'un espace éthique GHT Somme Littoral Sud => discussion toujours en cours
- Embauche d'une chargée de mission pour tenir à jour l'annuaire des structures éthiques régionales et entretenir les liens (projet en 2023, réalisé en 2024)
- Aide à la constitution de structures éthiques dans les secteurs médicosocial et social (identification du besoin en 2023, réalisation en 2024)
- Projet de webinaires thématiques courts sur une notion éclairante à l'heure du déjeuner
- Aide, soutien et appui dans la démarche de certification des établissements de santé en lien avec le questionnement éthique